Concurrence dangereuse

Frais de dossier : 5 € à Verviers, bientôt 250 € à Anvers

L'annonce faite ce week-end par la commune d'Anvers et son bourgmestre Bart De Wever de passer les frais de dossier du service des étrangers de 15 à 250 euros ne fait pas que des heureux. En Flandre. notamment, mais aussi à Verviers. Explications.

Du côté de la Flandre, les bourgmestres de Gand et de Malines ont déjà critiqué l'initiative de Bart De Wever à Anvers en réclamant une coordination entre les grandes villes.

Mais la décision anversoise, qui n'a pas encore été approuvée par le conseil communal, provoque une onde de choc jusqu'en terres verviétoises.

« Cette décision de faire passer les frais de dossier du service des étrangers de 17 à 250 euros aura nécessairement des conséquences importantes et dangereuses», esl'échevin verviétois time Maxime Degey, qui le service des étrangers dans ses attributions. C'est-à-dire?

Les étrangers qui arrivent sur le territoire introduisent une demande pour savoir s'ils sont autorisés à rester sur le territoire belge.Pour faire court, c'est la simple introduction de cette demande qui sera désormais facturée à 250 euros à Anvers».

Et le coût à Verviers? « 5 euros, comme à Charleroi».

On comprend dès lors, comme l'explique l'échevin verviétois, que « cette manœuvre décidée par le nouveau bourgmestre d'Anvers Bart De Wever a pour but de limiter l'accès au service des



Maxime Degev. échevin à Verviers

étrangers de la ville d'Anvers et qu'elle va accroître la concurrence entre les communes sur le sujet. Elles ne seront plus sur un pied d'égalité.

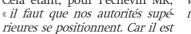
Conséquence: nous risquons de nous retrouver dans une situation délicate dans laquelle les étrangers vont légitimement se diriger vers des communes aux frais de dossier moins élevés. Je pense,



Cela étant, pour l'échevin MR, « il faut que nos autorités supéhors de question de se voir renvoyer "la patate chaude", voire de devoir s'aligner sur la mesure anversoise.

L'immigration est un sujet délicat qui demande des réponses nationales, voire européennes.

Nous allons d'ailleurs réagir au niveau du parlement fédéral via notre députée Katrin Jadin ».





MICHEL VARGAS

■ PHOTO NEWS